



N° 2024 -BU-135

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-quatre, le Jeudi 28 Novembre, à dix-huit heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Antoine-Audoine MAGGIAR, Michel MULOT, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Pierre TISSIER-MARLOT, Michel MARIE, Jean-Christophe SAVE, Serge DUCREUZOT, David BONGARD, Jean-Paul LAMBOURG, Marie-Claire RANVIER

Absents excusés : Dominique STRIESKA

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Annick BERTRAND

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 12
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 12

Personnel

Participation aux frais de transport d'un agent RQTH

N°2024-BU-135

Monsieur le Président rappelle qu'un agent titulaire au grade d'agent de maîtrise ayant un poste plutôt administratif, qui a une reconnaissance en qualité de travailleurs handicapés, a été reconnu inapte à la conduite par la médecine du travail depuis le 17 mars 2022 en raison de son traitement médical. Par conséquent, il n'est pas habilité à conduire les véhicules de service et n'effectue pas d'astreintes.

Cependant, le médecin du travail ne se prononce que, dans le cadre de l'exercice de l'emploi et ne peut pas déclarer une inaptitude totale à la conduite ce qui aurait aussi un impact sur la vie personnelle de l'agent.

L'agent a contacté la Maison Départementale de l'Autonomie et des Personnes Handicapées pour trouver un moyen de ne pas utiliser sa voiture personnelle dans le cadre de ses déplacements domicile/travail.

Envoyé en préfecture le 16/12/2024
Reçu en préfecture le 16/12/2024
Publié le
ID : 058-200067882-20241128-2024_BU_135-DE



.../...

Une prise en charge de ce type de déplacement est possible par le FIPHFP (organisme qui finance des aides aux agents reconnus travailleurs handicapés des 3 fonctions publiques). Le dossier déposé en janvier dernier a reçu un avis favorable. Le bureau communautaire du 2 mai dernier a délibéré favorablement pour la prise en charge des frais de transport domicile-travail de l'agent jusqu'au 31 décembre 2024.

Le cout des frais de taxi s'élève à 3 835€ pour la période du 01 juillet au 31 octobre 2024. L'estimation du cout annuel pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2024 est de 5 915€.

La prise en charge par le FIPHFP est de 4789,33 € ce qui fait un reste à charge pour BLM de 1 125,67€.

Pour 2025, si la CCBLM souhaite prolonger l'action, le cout sans augmentation du tarif de taxi s'élèverait à 11 375€ pour l'année. Une demande de subvention sera déposée et la collectivité peut espérer 9 275€ de subvention pour un reste à charge de 2 100€.

La collectivité n'ayant aucune obligation et aux vues des difficultés financières de la CCBLM, la commission RH du 19 novembre dernier propose à l'unanimité de ne pas renouveler la prise en charge pour 2025.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, décide de ne pas poursuivre la prise en charge des déplacements de l'agent concerné à compter du 1^{er} janvier 2025.

Envoyé en préfecture le 16/12/2024

Reçu en préfecture le 16/12/2024

Publié le

ID : 058-200067882-20241128-2024_BU_135-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 28 Novembre 2024**

**La Secrétaire de Séance,
Annick BERTRAND.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**